



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 18 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Centre Est**

Universaône  
18 rue Félix Mangini  
69009 Lyon

Références : 20240620-RAP-SUEZ-Chambéry-InspectionPPC  
Code AIOT : 0006104356

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté 59-65 rue de la Reveriaz 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 23/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Est
- 59-65 rue de la Reveriaz 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Initialement, ces installations de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux étaient autorisées par arrêté préfectoral du 15/11/1996 et exploitées par la société VIGNIER et FILS. L'autorisation a ensuite été transférée à la société SITA Centre Est en 2011 (récépissé de changement d'exploitant du 29/08/11), devenue la société SUEZ RV Centre Est suite à un changement de dénomination sociale du 1/07/16.

Des mises à jour de l'arrêté préfectoral d'exploitation de ces installations ont été effectués et celles-

ci sont désormais réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2018, délivré à la société SUEZ RV Centre Est, complété par l'APC du 24 avril 2020.

**Thèmes de l'inspection :**

- Volume des activités
- Déchets
- Eau de surface
- Mesures organisationnelles : Formation à la sécurité
- Mesures constructives flux thermiques
- Installations électriques
- Moyens de secours
- Détection de la radioactivité des déchets métalliques
- Entreposage des déchets dangereux

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative : volumes des activités	AP Complémentaire du 24/04/2020, article 1	Sans objet
2	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3-5	Observation
3	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.4.4 - 3.4.5	Sans objet
4	Mesures organisationnelles : Formation à la sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.2.4	Sans objet
5	Dispositions constructives : pour contenir les flux thermiques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.3.2	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.4.2	Sans objet
7	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.5.2	Sans objet
8	Détection de la radioactivité des déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 7.1.4	Sans objet
9	Stockages des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 7.1.12.3 et 4	Sans objet
10	Liste PFAS et déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2, article 3 et article 4	Observation

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort des constats que le site est exploité dans le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.

L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que la fréquence d'analyse semestrielle doit être respectée.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois :

- les résultats des analyses des effluents liquides du 20 juin 2024,
- la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes sur son site.

Enfin, nous lui demandons de veiller à bien reporter ses résultats d'analyses PFAS dans le logiciel GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/04/2020, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, volume des activités			
<b>Prescription contrôlée :</b> Volumes des activités autorisées			
<b>Constats :</b> Les activités autorisées sont visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 avril 2020. Les volumes d'activité respectent aussi les limites autorisées par l'arrêté précité :			
Rubrique/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2791-1/ A	Installation de broyage de déchets non dangereux 1 – la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Quantité de déchets traités : 71 t/jour	70 t/jour
2718-1/ A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Quantité maximale de déchets dans l'installation : 48 t, réparti comme suit : - batteries : 25 tonnes - piles : 1 T - aérosols et bouteilles de gaz : 2 T - tubes fluorescents, emballages et chiffons souillés, filtre à huile : 20 T	Environ 17 tonnes au total  - batteries : 10 tonnes - piles : 200 kg - aérosols/bouteilles gaz : 1,6 tonnes - 5 tonnes
2716-1/ E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux non-inertes.	Volume maximal de déchets dans l'installation : 400m <sup>3</sup> , répartis comme suit :  - DIB en mélange en attente de tri et refus de tri : 250 m <sup>3</sup> - Encombrants : 30 m <sup>3</sup> - Déchets du BTP : 120 m <sup>3</sup>	125 m <sup>3</sup> au total  - DIB en mélange en attente de tri et refus de tri : 100 m <sup>3</sup> - Encombrants : aucun - Déchets du BTP : 25 m <sup>3</sup>
2714-1/ E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.	Volume maximal de déchets dans l'installation : 720 m <sup>3</sup> , répartis comme suit :  - papiers/cartons : 180 m <sup>3</sup> - plastiques, pneumatiques : 70 m <sup>3</sup> - Collecte sélective (papiers/cartons/plastiques) : 30 m <sup>3</sup> - Bois : 440 m <sup>3</sup>	Environ 180 m <sup>3</sup>  L'exploitant dispose de : - 2 bennes cartons de 35 m <sup>3</sup> , - 2 bennes papiers de 35 m <sup>3</sup> , - 1 benne plastique de 35 m <sup>3</sup> en cas de besoin - 40 m <sup>3</sup> de bois
2713-1/ E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non-dangereux.	Surface occupée : 1891 m <sup>2</sup>	L'exploitant traite environ 100 tonnes de déchets métalliques par mois. La surface occupée est celle dédiée de 1891 m <sup>2</sup>
2711-2 DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Volume maximal entreposé sur le site : 150 m <sup>3</sup>	Volume constaté : environ 10 m <sup>3</sup> sur site
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

**N° 2 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3-5
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède semestriellement, en période de fonctionnement normal des installations, à des analyses d'échantillons représentatifs des effluents rejetés lors du fonctionnement sur une journée des installations, pour les paramètres cités au 3.4.4 et 3.4.5.
<b>Constats :</b> Pour 2024, jusqu'à présent la périodicité est en cours d'être respectée. Des analyses des effluents liquides ont été réalisés par SAVOIE LABO le jour de l'inspection du 20 juin 2024.
<b>Observation :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant que la fréquence d'analyse semestrielle doit être respectée. Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses dans un délai d'un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.4.4 - 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 19/03/2024

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescriptions contrôlées :

Article 3.4.4 : En sortie de chaque dispositif interne de traitement, les eaux pluviales doivent présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
Température	< 30 °C
pH	compris entre 5,5 et 8,5
MEST	100
DCO	300
DBO <sub>5</sub>	100
Hydrocarbures totaux	10
Indice phénols	0.3
AOX	5
Cyanures totaux	0.1
Arsenic	0.05
Cadmium	0,2
Chrome hexavalent	0.1
Chrome total	0,5
Cuivre	0,5
Fer + Aluminium	5
Mercure	0,05
Nickel	0,5
Plomb	0,5
Zinc	2

Article 3.4.5

En sortie du dispositif interne de traitement, les eaux industrielles issues de la plateforme de lavage des véhicules doivent présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/L)
MEST	600
DCO	2 000
DBO <sub>5</sub>	800
Hydrocarbures totaux	10
Indice phénols	0,3
AOX	5
Cyanures totaux	0,1
Arsenic	0,05
Cadmium	0,2
Chrome hexavalent	0,1
Chrome total	0,5
Cuivre	0,5
Fer + Aluminium	5
Mercur	0,05
Nickel	0,5
Plomb	0,5
Zinc	2

### Constats :

Pour mémoire :

Sur l'analyse menée en octobre 2023, plusieurs dépassements de VLE ont été constatés pour le point de rejet Eaux Pluviales situé au sud du site, à proximité du canal des usiniers.

Les dépassements constatés portent sur les paramètres :

- Matières en suspension : 140mg/L pour une VLE de 100mg/L
- Fer + Aluminium : 11,9mg/L pour une VLE de 5mg/L
- Hydrocarbures totaux : 11,2 mg/L pour une VLE de 10 mg/L

Une action de curage du séparateur à hydrocarbure situé en amont du point de rejet susmentionné a eu lieu le 14 novembre 2023 par la société SARP.

Une contre-analyse a eu lieu le 1er décembre par Savoie Labo. Les résultats montrent seulement un dépassement pour le paramètre Fer+Aluminium: 5,84 mg/L au lieu de 5 mg/L. En revanche, les paramètres Matières en suspension et Hydrocarbures totaux sont conformes aux valeurs limites de rejet.

Concernant les autres points de rejet, aucun dépassement n'a été constaté au regard des valeurs limites de rejet applicable.

### Observation :

L'inspection demande à l'exploitant de veiller au bon respect de la valeur limite de rejet pour les paramètres Fer+Aluminium. Considérant le très faible dépassement et la nette diminution entre octobre et décembre 2023, il a été convenu que la concentration soit contrôlée dans le cadre des campagnes de surveillance 2024.

Le respect des valeurs limites d'émissions pourra être vérifié dès la transmission du rapport des analyses faites le 20 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mesures organisationnelles : Formation à la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/06/2018, article 6.2.4
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Mesures organisationnelles : Formation à la sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Le responsable de l'établissement assure la formation régulière de son personnel à la sécurité. Cette formation porte à minima sur la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie. Des exercices incendie sont réalisés régulièrement sur la base de la procédure d'alerte établit par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la fiche réflexe incendie destiné aux opérateurs du site. Il a également programmé de réaliser un exercice incendie courant juillet. Par ailleurs, l'exploitant a expliqué avoir mis en place au niveau de ses différents sites en Auvergne-Rhône-Alpes et en région PACA, une action « cesser-le-feu », qui consiste à sensibiliser périodiquement les équipes et à mettre à jour les plans des sites et procédures. Il existe également une procédure pour la manipulation des vannes d'isolement qui est bien connue des opérateurs du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositions constructives : pour contenir les flux thermiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.3.2
<b>Thème :</b> Risques accidentels, maintien des flux thermiques dans l'enceinte du site
<b>Prescription contrôlée :</b> article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 relatif aux dispositions constructives : - Mur coupe-feu REI 120 en limite sud de 40 mètres de long et 4,5 mètres de haut - Mur coupe-feu REI 120 en limite ouest de 50 mètres de long et 2 mètres de haut
<b>Constats :</b> Il a été constaté que les 2 murs coupe-feu sont en place et que ces derniers sont conformes aux prescriptions susvisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.4.2
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées au minimum une fois par an. Les équipements métalliques sont mis à la terre.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle des installations électriques (Q18) a été réalisé le 05/03/2024 par la société VERITAS. Aucune non-conformité n'est relevé dans le rapport de contrôle. Le dernier contrôle de thermographie des installations électriques (Q19) a été réalisé le 7/11/2023 par la société VERITAS. Aucune non-conformité n'est relevé dans le rapport de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.5.2
<b>Thème :</b> Risques accidentels, Maintenance et vérification périodiques des moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie doivent être vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'ensemble des matériels de sécurité a fait l'objet d'un contrôle annuel le 19 mars 2024 par l'entreprise Desautel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Détection de la radioactivité des déchets métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 71.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Détection de la Radioactivité des déchets métalliques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les métaux et les déchets de métaux doivent préalablement à leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection adapté. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont isolés. Une procédure décrivant les modalités du contrôle et les dispositions à respecter en cas de détection positive doit être rédigée à destination du personnel en charge de la réception des déchets.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence d'un portique de détection de radioactivité, à l'entrée du site, au niveau du pont balance. L'exploitant n'a pas à faire part de remontée particulière concernant la détection de déchets entrants pouvant être potentiellement radioactifs. La dernière vérification du portique a été réalisée le 13 novembre 2023 par la société SAPHYMO.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Stockages des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 71.12.3 et 4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Stockage déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> 71.12.3 : les déchets dangereux sont entreposés sous abri. Les éventuelles égouttures générées par ces déchets ou tout éboulement accidentel sont récupérés puis traités en tant que déchets liquides... 71.12.4 : Le local abritant les déchets dangereux est équipé d'un système de détection incendie.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que les déchets dangereux sont stockés dans un local situé à l'écart des autres stockages de déchets. En outre, ce local est équipé d'un dispositif de détection incendie, dont l'alerte est reportée sur le responsable du site et le directeur technique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 10 : Liste des PFAS et déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et article 3 (liste des substances PFAS à analyser) - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (transmission des résultats)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit une liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées.  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b> Ce point a été demandé post-inspection. La liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées qu'il analyse n'a pu être consultée. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé avoir inclus l'ensemble des 28 substances PFAS, listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.  L'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE soumises à autorisation, fixe un délai de 9 mois pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé. L'exploitant a précisé qu'une première analyse a été faite en mai et que les suivantes pourront être réalisées dans les temps en fonction de la disponibilité du bureau de contrôle et de la pluviométrie pour les deux points eaux pluviales susceptibles d'être pollués.  Par ailleurs, une relance en masse de la part de nos services a été effectuée le 8 mars 2024, demandant aux exploitants concernés, de créer leur cadre de surveillance PFAS sur le site de télédéclaration GIDAF. Il a été constaté sur l'outil GIDAF que l'exploitant a bien créé son cadre GIDAF pour pouvoir renseigner les résultats d'analyse. Toutefois, à ce jour, son prestataire n'a saisi aucun résultat de la surveillance PFAS.
<b>Observation :</b> Nous demandons à l'exploitant, sous un délai d'un mois, de transmettre la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes sur son site. Nous demandons également à l'exploitant de veiller à bien reporter ses résultats d'analyses PFAS dans le logiciel GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite